

# L'appel des médecins

SANTÉ. Les médecins se penchent au chevet d'un patient gravement malade : l'hôpital. travers un appel national, ils réclament un remède de choc pour sauver le service public.

L'avenir de l'hôpital public est-il menacé ? La réponse est oui. C'est en tout cas le sentiment de sept médecins du Groupe hospitalier du Havre (GHH). Ils viennent de lancer un comité médical de défense de l'hôpital public. S'il sont sept pour le moment - « c'est un début », précise l'un d'eux - ce sont en fait près de cinquante médecins du GHH qui ont signé un « appel à sauver l'hôpital public ». Cinquante sur un effectif titulaire de cent soixante-dix médecins.

**Une même qualité de soins pour tout le monde**

L'appel en question a été lancé il y a quelques semaines au plan national par plusieurs professeurs de médecine. Le but : obtenir des pouvoirs publics un grand débat sur l'avenir des hôpitaux en France, afin que ces derniers « ne soient pas financièrement étranglés avant d'être progressivement privatisés ». Dans la région havraise, l'appel des professionnels de la santé prend tout son sens « compte tenu de la pénurie de médecins et de la situation sociale et sanitaire de la région havraise », souligne Pierre Caron, gynécologue obstétricien. Quelles sont les



De gauche à droite, quatre des médecins du comité de défense de l'hôpital public, Anne Damais, biologiste, Pierre Bravard, Charles Zarnitski et Pierre Caron (photos Jean-Michel Lerat)

craintes des médecins signataires de cet appel ? Ils redoutent les effets de la T2A.

Autrement dit, la Tarification à l'activité. Elle pèse actuellement pour deux tiers dans la construction du budget de l'hôpital et conduit à des déficits structurels récurrents. Problème : cette T2A, selon Charles Zarnitski, rhumatologue, poursuivrait une stratégie purement comptable au détriment, à long terme, des missions de service public, même si les hôpitaux bénéficient de financements « insuffisants » provenant des Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation Migac). Farouchement attachés à la médecine publique, « celle qui accueille tout le monde avec la même qualité de soins », les médecins signataires demandent que la part de la T2A dans les budgets ne franchisse pas 50 %. Ils rejoignent ainsi

une revendication de la Fédération hospitalière de France. « Si nous restons sur la T2A, ajoute Charles Zarnitski, il y aura une recherche de rentabilité et certaines spécialités ne seront plus développées. »

## L'hôpital public, Une fonction sociale

Pour Pierre Bravard, dermatologue passé du secteur privé au public, c'est toute l'ambition sociale des hôpitaux qui risque, à moyen terme, d'être remise en cause, faisant ainsi peser des craintes pour les usagers les plus fragiles. « Et il faut bien que quelqu'un prenne en charge la misère sociale. Seul j l'hôpital public peut l'assurer », " souligne Pierre Bravard. Les médecins du GHH ne sont pas dans une opposition entre public et privé. Ils se disent persuadés que des « efforts » sont à mettre en oeuvre. Mais ils soulignent aussi le rôle essentiel

que! joue le secteur public non seulement en matière sanitaire, mais aussi en terme de formation. Actuellement, l'hôpital public du Havre forme plus de quatre-vingts jeunes internes. Mais combien resteront au Havre ? C'est également l'une des clés de l'avenir de l'hôpital public.

(STEPHANE SIRET)